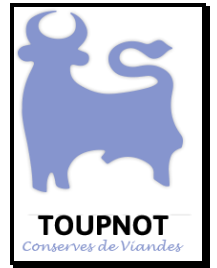




COMMUNIQUE DE PRESSE DU 15 juillet 2019

Les salariés de TOUPNOT exigent des garanties et demandent à être reçus par le Président de la République lors de son séjour dans le département.



Le 12 juillet se tenait une réunion en Préfecture en présence du nouveau PDG de l'entreprise TOUPNOT (M. Eric Le Gouvello), des parlementaires et élus locaux ainsi que des représentants du personnel.

A l'issue de l'intervention du PDG , un constat a été partagé par l'ensemble des participants (pouvoirs publics, élus, représentants des salariés) : **le groupe COFIGEO ne donnait ni perspectives ni garanties quant à l'avenir du site et le projet industriel qu'il comptait développer.**

Les engagements pris devant le Ministère de l'Economie le 29 avril et rappelés par la Présidence de la République le 12 juin dernier n'apparaissaient donc plus d'actualité.

Ainsi, 7 mois après le sinistre qui a frappé l'entreprise, il s'agirait à présent d'abandonner la perspective d'une réactivation du cœur de métier de l'entreprise à savoir **la production de Corned Beef** et ce, en dépit des études menées par des cabinets indépendants mandatés par l'Etat et le Comité d'Entreprise (Cabinets CACG et SECAFI) qui basaient leurs travaux prospectifs sur cette orientation stratégique.

Comble de l'hypocrisie et du mépris, le PDG de Toupnot a laissé échapper en séance qu'il n'avait pas pris connaissance de l'étude financée par l'Etat sur l'avenir du site.

La préfecture a d'ailleurs exigé la présentation d'un véritable plan de développement au 15 septembre 2019, aucune réponse n'ayant été apportée sur le plan d'investissement ni sur le montant exact des indemnités d'assurance du fait des incertitudes et inconnues sur le projet de l'entreprise..

A vrai dire, il nous est apparu rapidement que le groupe COFIGEO ne voulait pas investir dans la reconstruction d'une usine (les travaux sont d'ailleurs suspendus) et cherchait une nouvelle fois à gagner du temps et tromper salariés et pouvoirs publics.

Face à tant de mépris nous avons demandé à être reçus lundi 15 juillet par Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'état auprès du Ministre de l'Economie dans le cadre de la visite qu'elle a effectué dans notre département lundi 15 juillet 2019.

Nous avons alors rappelé les engagements qu'avait pris le groupe et dont il voudrait à présent s'affranchir.

A nos yeux, ce groupe a épuisé le peu de crédit qui lui restait, il faut désormais que les pouvoirs publics soient suffisamment fermes pour exiger : soit un vrai projet industriel susceptible d'assurer la pérennité du site et de l'emploi ou la cession de l'entreprise à un repreneur crédible qui disposerait des indemnités d'assurance estimées à 18 millions d'euros.

Nous demandons également et conformément aux engagements écrits du groupe, à ce que les machines qui avaient été déménagées à Sainte Livrade sur Lot (47) et Capdenac Gare (12) soient rapatriées sans délais sur le site de Lourdes.

Nous ne pouvons plus accepter les manœuvres de ce groupe qui a bénéficié de l'aide de l'Etat pour asseoir son expansion.

Nous avons alerté à plusieurs reprises le Président de la République sur notre situation et demandons à ce qu'ils nous reçoivent lors de son séjour dans notre département.

**LES SALARIES DE L'ENTREPRISE TOUPNOT
CONTINUENT à SE BATTRE POUR LEUR AVENIR ET CELUI DU TERRITOIRE**

Ils demandent à ce que les engagements du 29 avril 2019 soient respectés et que tout soit mis en œuvre pour pérenniser le site industriel Lourdais.

Les salariés en lutte de l'entreprise TOUPNOT.